Documents sauvegardés

Jeudi 5 mars 2026 à 21 h 54

1 document

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde (site web)

2 mars 2026

« Les efforts d’attractivité de l’université française sont ruinés par des choix politiques »

La hausse des charges financières incombant aux facultés ainsi qu’une politique restrictive à l’égard des étudiants étrangers témoignent d’une absence de vision sur l’enseignement supérieur public, selon ...

3

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l’utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2026 Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0-FsAS_QO5PZSa2RVP3hpNipPzSzh_LY4ZYrH1aKUg7J_N749oI65VL9PozakQ7SSNTgw

news·20260302·LMF·edd×cmofr×c20260302×c66691063232

Nom de la source
Le Monde (site web)

Type de source
Presse • Presse Web

Périodicité
En continu

Couverture géographique
Internationale

Provenance
France

Lundi 2 mars 2026

Le Monde (site web) • 1028 mots

« Les efforts d'attractivité de l'université française sont ruinés par des choix politiques »

Boris Lebeau et Corinne Luxembourg

La hausse des charges financières incombant aux facultés ainsi qu'une politique restrictive à l'égard des étudiants étrangers témoignent d'une absence de vision sur l'enseignement supérieur public, selon les géographes Boris Lebeau et Corinne Luxembourg, dans une tribune au « Monde ».

L'université française fait depuis plusieurs années l'objet d'attaques répétées, médiatiques comme politiques, qui rappellent certaines dérives observées actuellement outre-Atlantique, où des pans entiers de la recherche sont sacrifiés au nom d'un nouvel obscurantisme réactionnaire. Si nous n'en sommes pas encore à la brutalité du démantèlement opéré par l'administration Trump, l'affaiblissement de notre système d'enseignement supérieur et de recherche est bien réel. Ce sont aujourd'hui nos outils de production et de diffusion des savoirs qui se trouvent fragilisés. Mais cette politique universitaire joue contre les ambitions internationales du pays.

Deux politiques convergentes, l'une budgétaire, l'autre migratoire, y contribuent. D'un côté, la mise en œuvre finale de la loi d'autonomisation des universités a transformé les budgets en dotations d'Etat couvrant à peine les dépenses de personnel. Dans de nombreux établissements, dont près de 80 % sont aujourd'hui en déficit, cela conduit à retarder ou à suspendre le paiement des vacataires, parfois même à fermer des cours. Dans notre département, ces restrictions budgétaires ont conduit à la suppression de cinq cours sur l'ensemble des trois années de licence rien que sur un semestre.

Globalement, le budget 2026 consacré au financement des établissements d'enseignement supérieur progresse de 350 millions d'euros, mais cette hausse d'environ 2 % est largement rognée par l'inflation (1,2 %) et par l'augmentation de nouvelles charges incombant désormais aux universités du fait du désengagement progressif de l'Etat (financement de la protection sociale complémentaire et du compte d'affectation spécial pensions) qui absorbent à elles seules 42 % de l'augmentation.

Ces chiffres mettent en lumière les difficultés croissantes du système universitaire qui a réduit de 20 % le budget alloué par étudiant depuis 2017, selon le calcul établi par l'économiste Lucas Chancel. Ils masquent en outre de criantes inégalités entre établissements (13 195 euros par étudiant à l'université Gustave-Eiffel, à Marne-la-Vallée, contre 3 812 à celle de Montpellier), au détriment d'une égalité d'accès à une formation publique de qualité.

Cette situation apparaît d'autant plus discutable que le secteur privé d'enseignement, souvent moins qualifié et peu articulé avec la recherche, bénéficie de dotations publiques substantielles et en progression croissante. A cela s'ajoute, et sans aucune contrepartie claire en matière d'innovation et de recherche, un certain nombre d'allocations et de niches fiscales à destination des entreprises qui réorientent vers le secteur privé lucratif les efforts financiers consentis par l'Etat pour la recherche.

Sacrifier l'utile – l'enseignement, la recherche, mais aussi la santé, le lien social –, sur l'autel d'une idéologie de l'offre qui ne donne en retour qu'une maigre croissance et l'enrichissement de ceux qui l'étaient déjà, paraît être une stratégie difficilement tenable quand d'autres pays investissent massivement pour leur avenir. Alors que la France

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

prétend encore jouer un rôle dans la conduite des affaires du monde, elle ne pourrait plus mal s'y prendre.

Futures élites étrangères

De façon plus silencieuse mais tout aussi dévastatrice se déploie une politique migratoire qui empêche de fait une partie des étudiants étrangers de poursuivre normalement leurs études. Titulaires d'un visa « études », ils se voient refuser ou retarder le renouvellement de leur titre de séjour. Sans ce document, impossible d'accéder à un emploi étudiant (d'autant plus handicapant quand on sait qu'il faut justifier d'une présence d'au moins deux ans sur le sol français pour avoir accès à une bourse et que les étudiants non européens et non boursiers seront privés d'aides au logement dès juillet), ou à un stage, et de ce fait à la validation de leur diplôme. Ces obstacles bureaucratiques, qui relèvent d'un choix politique, ruinent les efforts d'attractivité que l'université française, que ses enseignants-chercheurs s'efforcent pourtant de maintenir.

Alors que l'Europe mesure son isolement géopolitique et que la diplomatie française appelle à renforcer ses liens avec l'Afrique, les politiques actuelles envers les étudiants étrangers, notamment ceux originaires des pays du Sud, sont contre-productives. Outre les discours discriminatoires fréquemment entendus dans les médias français et l'absence apparente de régulation par les autorités, les conditions d'études en France risquent de laisser un sentiment amer chez ces étudiants qui seront demain aux responsabilités, notamment dans des pays où l'émergence et la démocratisation de l'accès au savoir rebattent progressivement les cartes du pouvoir.

Lorsqu'ils devront choisir leurs partenaires internationaux, quel souvenir conserveront-ils de leur passage en France ? En matière d'enseignement supérieur, comme en d'autres domaines, l'accueil réservé aux ressortissants étrangers reflète aussi la considération que nous leur portons.

Rôle mésestimé

Nos élites économiques et politiques, qui ont pris l'habitude, pour des raisons qui tiennent plus à la reproduction sociale qu'à la quête de compétences, de recruter en dehors de l'université, mésestiment gravement son rôle économique, social et innovateur. Les universités forment la majorité des étudiants du supérieur (nationaux comme étrangers) en lien direct avec la recherche la plus avancée et les enjeux du monde du travail ; qu'elles participent à l'élévation générale du niveau des compétences dans une économie de plus en plus tournée vers la connaissance, et qu'avec plus de 300 000 étudiants étrangers elle est un des éléments majeurs de notre rayonnement international (6e rang mondial).

L'université, qui est aussi le lieu de production et de sédimentation des savoirs universels, est une ressource publique au service de toutes et tous, citoyens comme entreprises ou décisionnaires politiques. Gageons que ceux qui sont aux responsabilités en prennent conscience et mettent enfin en adéquation leur volonté de grandeur avec une politique universitaire ambitieuse.

Boris Lebeau et Corinne Luxembourg sont professeurs de géographie et aménagement à l'université Sorbonne Paris Nord, respectivement membre et directrice du laboratoire Pléiade.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/02/les-efforts-d-attractivite-de-l-universite-francaise-sont-ruines-par-des-choix-politiques_6669106_3232.html

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.